L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

L. A. MARCHE & Co. — NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 7 JANVIER 1862 — E. DUPUIS, E. LIMET, E. HARRY, Nouveaux Propriétaires.

Nouvelle-Orléans,
MARDI MATIN, 7 JANVIER

Le prochain numéro de l'ABEILLE sera autorisé à recevoir des abonnements "à la semaine" (6 francs), de 7 JOURS pour les six numéros. On paiera ainsi par avance.

Vendue de Pesca on ce jour.

Par H. Gandy, 45 et 47, Vieille Levée. — Magasin de meubles.

Par Bullard, au City Hall : une de la Gouverneur à Bourbon, 31 pieds 7 pouces front sur cette dernière et 120 pieds de profondeur. Il faudra 10 années pour solder les 30,000 piastres, intérêt, vie rente, hypothèque, etc.

La question de reconnaissance.

L'expédition des neuf derniers mois doit nous mettre en garde contre toute illusion prématurée en sujet de la reconnaissance des États Confédérés. Ce n'est donc qu'avec une entière réserve qu'nous devons tirer des indications de la nouvelle situation prise par les gouvernements européens et les journaux dans par la presse européenne depuis l'affaire du Trent. Ces manifestations favorables ne doivent pas nous faire oublier qu'il faut encore plus de sentiments pour arriver à notre but. L'opinion, de nouveau, paraît être une réaction, suivie d'une nouvelle période d'indifférence pour le sort de la lutte qui existe entre les États Unis et les États Confédérés.

Néanmoins, il est bon de prendre note des diverses déclarations qui ont échappé aux journaux pendant ce moment d'effervescence, pour juger jusqu'à quel point les gouvernements européens sont disposés à favoriser les intérêts de M. Seward en reconnaissant l'indépendance des États Confédérés.

Dans son discours de message du président Davis, le Times (du 7 décembre) fait preuve d'admirable tact pour éviter tout ce qui pourrait paraître offensif à l'adresse de la Confédération du Sud, il dit : "Si elle est de fait une nation, et elle prouve qu'elle peut maintenir son indépendance, les autres gouvernements peuvent alors à juste titre établir avec elle des relations diplomatiques, et la traiter comme un membre de la famille des nations". Les si du Times ne sont pas très encourageants, et ne laissent pas trouver les moyens de reconnaissance par simple que de permettre la première qui se présentera. Il le fait cependant, en ce moment, quelques expressions contradictoires dans le Standard et le Herald, il paraît certain les faits valent mieux encore pour des opinions basées sur de simples probabilités ; tandis que nous croignons que le ministère de Sa Majesté dans les Etats Confédérés ait été informé pour exposer ses prétentions. Il indépendante que nous l'occupation par les Fédéraux des îles inhabitées de peu utiles, ne compromettrait pas l'un argument pour établir qu'elle jouissait chaque jour du terrain. Une réponse et un pas en avant pourrait décider la question en notre faveur ; c'est le cas de dire en tout : nous sommes et l'Europe n'a rien à craindre."

Le blocus de Pierre Bienvenue. — Depuis que les Yankees ont forcé Arcadia à quitter le port de Charleston, on semble à l'amiral Dupont un navires chargés de pierres, le vaisseau Lodoi y est entré dans ces eaux avec une cargaison pesante, en dépit des croiseurs fédéraux, et en a laissé une partie.

Ed Pierre Wabash. — La capitaine Pierre, son fils et un autre étaient dans l'affaire du Fort Sumter et ont été depuis une grande, ont arrivé à Nassau en bateau. En quittant les côtes de Wabash ont laissé une petite Négresse à bord du Sumter, dans le comptait de Port Royal et qu'elle fait dans la maison ou, en qui apprendre l'emploi d'homme d'état, a reconnu que cette neutralité dont tout ce que nous pouvions faire pour l'un ou pour l'autre parti, et, au point de vue de droit international, la reconnaissance du Sud par nos relations avec le cabinet de Washington, la tolérance fédérale de la Confédération du Sud est un point important en notre faveur.

Il est évident que cet article, publié dans l'organe du gouvernement anglais, a pour objet de préparer les voies à une reconnaissance immédiate de la Confédération du Sud par l'Angleterre, dans le cas où la guerre serait déclarée entre cette puissance et les États-Unis. Mais rien n'indique que, si l'affaire du Trent n'eût pas eu lieu, le cabinet anglais eût été dans des dispositions aussi favorables à notre égard. Il fait donc attendre le résultat qu'aura sur ces dispositions le renvoi de MM. Mason et Slidell avant de hasar sur ces déductions des conséquences d'une reconnaissance prochaine.

Pour compléter ces citations, il nous reste à reproduire quelques lignes d'une correspondance qui a paru dans le *London Star* du 2 décembre, et qui n'est écrite sous la main de Parlement à l'occasion de la lettre du général Scott :

"Il est de toute absurdité de supposer que le gouvernement américain ne fera pas épouse honorable et n'abandonnera pas une réparation raisonnable pour l'acte du capitaine Wilkes. Mais je crois qu'on a la dernière chose que désire notre gouvernement. Il préférerait voir refuser toute réparation. Cela n'est pas une assertion hasardée, mais c'est la déduction logique de faits puisés pour tout le monde. Car il est bien connu que depuis quelque temps, l'empereur des Français a sauvé auprès de notre gouvernement une l'opportunité d'une reconnaissance collective de la Confédération des États Américains."

L'affaire du Trent était un admirable prétexte pour maîtriser une reconnaissance des États Confédérés. On prétendit se trouvant détruit par la rondade de Mason, les puissances ne demanderont pas mieux que de permettre la première qui se présentera. Il le Sud-Carolien, en ce moment, quelques expressions contradictoires dans le Standard et le Herald, il paraît certain les faits valent mieux encore pour des opinions basées sur de simples probabilités ; tandis que nous croignons que le ministère de Sa Majesté dans les États Confédérés ait été informé pour exposer ses prétentions. Il indépendante que nous l'occupation par les Fédéraux des îles inhabitées de peu utiles, ne compromettrait pas l'un argument pour établir qu'elle jouissait chaque jour du terrain. Une réponse et un pas en avant pourrait décider la question en notre faveur ; c'est le cas de dire en tout : nous sommes et l'Europe n'a rien à craindre."

Mouvement anglais n'est pas disposé à croire que la Russie ait l'intention arrêtée de former une ligue contre les États-Unis, et de prendre, si la guerre éclate entre ces deux gouvernements, une attitude menaçante pour la confédération. Le gouvernement anglais a fait connaître au gouvernement des États-Unis, dès le premier jour, son désir de rester neutre. Nous n'avons aucun renseignement qui puisse la satisfaire, en vérité ; la République des quatre premières et leur remise à Lord Lyons, afin qu'elles soient de nouveau placées sous l'autorité anglaise, et des excuses convenables pour l'agression qui a été commise. Si ces conditions n'étaient pas offertes par M. Seward, vous les lui proposerez.

Voici la traduction de la lettre de M. Seward à lord Lyons :

L'ordre donné à la commission de la lettre de M. Seward à lord Lyons :

Washington, 27 décembre 1861.

Monsieur, j'ai reçu ce matin la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser hier, en réponse à la demande que je vous ai faite de remettre à M. Mason et Slidell, prisonniers de guerre, sous votre garde, afin qu'ils puissent être mis à bord de vaisseau de la marine anglaise au Fremont. Mais elle gouvernement fédéral, pour cet expédition, n'avait aucun navire disponible ses propres navires en état de prendre la garde du Sud, il doit paraître aussi naturel que dans tous les cas où l'on nous aurait mis dans l'obligation il n'y aura plus de blocus. Les navires établis ne constitueront pas un blocus effectif, à moins qu'ils soient pour empêcher le port où il gouvernement fédéral établissements dans les mêmes conditions à l'égard de ceux, le blocus sera considéré comme terminé à l'égard de toutes les puissances.

Quant à la Pearl est venu à notre connaissance qu'il avait été abandonner l'ancien, mais il est également vrai qu'il y avait combinaison des circonstances qui l'empêchaient d'y rester. Il n'appartient pas à notre gouvernement d'en discuter ni de rechercher les motifs, ni de rendre les vôtres difficiles.

Un seul considérant suffira dans notre décision.

Le gouvernement de Sa Majesté ne peut admettre que les prétentions exposées dans votre lettre soient fondées.

Lettre de M. Seward à lord Lyons.

Le Sidney Herald Courier publie un résumé des dernières nouvelles reçues de Nouvelle-Zélande, par le navire de Sunnard Adelaïde, parti de Port Chalmers le 20 décembre. La guerre de race continue avec des chances diverses. Le général Cameron a remporté un nouvel avantage sur les indigènes, qui ont abandonné leurs positions et deux mille hommes ont été dispersés.

Les affaires du Mexique. — Dans un passage de l'article du *Post* que nous reproduisons aujourd'hui, il est question d'un traité de Rangleterre avec le Mexique. Une députation de Washington, du 20 décembre, dit à ce sujet :

Le traité proposé par Sir Charles Wyke, ministre anglais au Mexique, est tombé par suite du refus de l'assemblée mexicaine de le ratifier. M. Corwin qui agissait avec M. Wyke au nom des deux États, a envoyé des négociations et a nommé au gouvernement mexicain un projet pour un nouveau traité ayant le même but que le premier. Mais les négociations ne paraissent obtenir à un résultat à temps pour empêcher les dernières mesures énergiques.

Le blocus de Pierre. — *Le London Post*, organe de Lord Palmerston, dans son numéro du 7 décembre, annonce un message de Frédéric Davis au sujet du blocus, après avoir fait l'éloge de ce document, il s'exprime ainsi au sujet de la formation des ports du Sud avec des bateaux chargés de pierres :

Mais il y a dans une nouveauté non moins sérieuse quelque chose qui menace de mettre la question du blocus dans un jour tout à fait nouveau. On suppose que vingt-cinq navires sont partis de New-York avec de vieux chargements de pierre et qu'on les trouvera de bas entre à Port-Royal d'un port de Sud. Dans ce cas, selon toute probabilité, l'entrée de la rivière sera fermée, et la navigation sera interrompue pendant quelque temps. Mais il y a dans une autre direction une question qui mérite toute notre attention à un point de vue purement international. Supposons que les navires en question soient réellement chargés de pierres, et qu'on les trouve